# RÈGLEMENT (CEE) N° 2294/88 DE LA COMMISSION

**du 26 juillet 1988**

**relatif à la vente, dans le cadre de la procédure définie au règlement (CEE) n° 2539/84, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention en vue de leur transformation dans la Communauté et abrogeant le règlement (CEE) n° 1251/88**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine (1), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2248/88 (2), et notamment son article 7 paragraphe 3,

considérant que le règlement (CEE) n° 2539/84 de la Commission, du 5 septembre 1984, portant modalités particulières de certaines ventes de viandes bovines congelées détenues par les organismes d'intervention (3), modifié par le règlement (CEE) n° 1809/87 (4), a prévu la possibilité de l'application d'une procédure à deux phases lors de la vente de viandes bovines en provenance de stocks d'intervention ;

considérant que certains organismes d'intervention détiennent des stocks importants de viandes bovines non désossées ; que, compte tenu des frais de stockage élevés, il convient d'éviter une prolongation de la période de stockage ; que, dans la situation actuelle du marché, il est possible d'écouler ces viandes pour la transformation dans la Communauté ;

considérant qu'il convient de procéder à cette vente, conformément aux règlements (CEE) n° 2539/84, (CEE) n° 569/88 de la Commission (5), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2293/88 (6), et (CEE) n° 2182/77 de la Commission (7), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3988/87 (8), tout en prévoyant certaines dispositions dérogatoires qui se révèlent nécessaires, notamment en raison de la destination des produits en cause ;

considérant que le règlement (CEE) n° 1251/88 de la Commission (9) devrait être abrogé ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*

1. Il est procédé à la vente, en vue de leur transformation dans la Communauté, des quantités de viandes bovines suivantes :

— environ 1 100 tonnes de viandes non désossées, détenues par l'organisme d'intervention belge et achetées avant le 1er juin 1986,

— environ 2 000 tonnes de viandes non désossées, détenues par l'organisme d'intervention allemand et achetées avant le 1er juin 1986,

— environ 1 000 tonnes de viandes non désossées, détenues par l'organisme d'intervention néerlandais et achetées avant le 1er octobre 1986,

— environ 2 000 tonnes de viandes non désossées, détenues par l'organisme d'intervention du Royaume-Uni et achetées avant le 1er novembre 1986,

— environ 2 000 tonnes de viandes non désossées, détenues par l'organisme d'intervention irlandais et achetées avant le 1er novembre 1986.

2. Il est procédé à la vente, en vue de leur désossage et leur transformation en Italie, d'environ 1 500 tonnes de quartiers arrière détenus par l'organisme d'intervention italien et achetés au titre des règlements (CEE) n° 2964/86 de la Commission (10) et (CEE) n° 1294/87 de la Commission (11).

Les quartiers arrière doivent être désossés dans les trente jours suivant la prise en charge sous contrôle de l'organisme compétent italien dans un atelier de découpe agréé par celui-ci.

3. Les organismes d'intervention visés aux paragraphes 1 et 2 vendent en priorité les viandes dont la durée de stockage est la plus longue.

4. Les ventes ont lieu conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 2539/84, du règlement (CEE) n° 569/88, du règlement (CEE) n° 2182/77 et aux dispositions du présent règlement.

5. Les qualités et les prix minimaux à l'article 3 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2539/84 sont indiqués à l'annexe I.

6. Ne sont prises en considération que les offres parvenant au plus tard le 27 juillet 1988, à 12 heures, aux organismes d'intervention concernés.

(1) JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.
(2) JO n° L 198 du 26. 7. 1988.
(3) JO n° L 238 du 6. 9. 1984, p. 13.
(4) JO n° L 170 du 30. 6. 1987, p. 23.
(5) JO n° L 55 du 1. 3. 1988, p. 1.
(6) Voir page 16 du présent Journal officiel.
(7) JO n° L 251 du 1. 10. 1977, p. 60.
(8) JO n° L 376 du 31. 12. 1987, p. 31.
(9) JO n° L 119 du 7. 5. 1988, p. 11.
(10) JO n° L 276 du 27. 9. 1986, p. 12.
(11) JO n° L 121 du 9. 5. 1987, p. 28.

7. Les informations relatives aux quantités ainsi qu'au lieu où se trouvent les produits entreposés peuvent être obtenues par les intéressés aux adresses indiquées à l'annexe II.

*Article 2*

1. Par dérogation à l'article 3 paragraphes 1 et 2 du règlement (CEE) n° 2182/77, l'offre ou, le cas échéant, la demande d'achat :

a) n'est valable que si elle est présentée par une personne physique ou morale qui, depuis au moins douze mois, exerce une activité dans l'industrie de transformation aux fins de la fabrication de produits contenant de la viande bovine et est inscrite dans un registre public d'un État membre ;

b) doit être accompagnée :

— de l'engagement écrit du demandeur indiquant que celui-ci transformera les viandes en produits spécifiés à l'article 1er paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2182/77 dans le délai visé à l'article 5 paragraphe 1 du même règlement,

— de l'indication précise du ou des établissements où les viandes achetées seront transformées.

2. Les demandeurs visés au paragraphe 1 peuvent charger un mandataire de prendre livraison des produits qu'ils achètent. Dans ce cas, le mandataire présente les offres ou, le cas échéant, les demandes d'achat des demandeurs qu'il représente.

3. Les acheteurs et les mandataires visés aux paragraphes précédents tiennent à jour une comptabilité permettant d'établir la destination et l'utilisation des produits, notamment en vue de vérifier la correspondance entre les quantités de produits achetés et celles de produits transformés.

*Article 3*

Le délai de prise en charge de deux mois visé à l'article 6 du règlement (CEE) n° 2539/84 est remplacé par le délai d'un mois.

*Article 4*

1. Le montant de la garantie prévue à l'article 5 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2539/84 est fixé à 5 Écus par 100 kilogrammes.

2. Le montant de la garantie prévue à l'article 5 paragraphe 3 point a) du règlement (CEE) n° 2539/84 est fixé à :

— 100 Écus par 100 kilogrammes des quartiers arrière visés à l'article 1er paragraphe 1,

— 200 Écus par 100 kilogrammes des quartiers arrière visés à l'article 1er paragraphe 2,

destinés à la fabrication des produits visés à l'article 1er paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2182/77.

En ce qui concerne la garantie visée au deuxième tiret du premier alinéa, le désossage visé à l'article 1er paragraphe 2 fait partie de l'exigence principale au sens de l'article 5 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 2182/77.

*Article 5*

Au sens du présent règlement, 100 kilogrammes de quartiers arrière non désossés correspondent à 64 kilogrammes de viande désossée, après enlèvement du filet et du faux filet.

*Article 6*

Le règlement (CEE) n° 1251/88 est abrogé.

*Article 7*

Le présent règlement entre en vigueur le 27 juillet 1988.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 26 juillet 1988.

*Par la Commission*

Frans ANDRIESSEN

*Vice-président*

*ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I*

| Estado miembro<br>Medlemsstat<br>Mitgliedstaat<br>Κράτος μέλος<br>Member State<br>État membre<br>Stato membro<br>Lid-Staat<br>Estado-membro | Productos<br>Produkter<br>Erzeugnisse<br>Προϊόντα<br>Products<br>Produits<br>Prodotti<br>Produkten<br>Produtos | Cantidades (toneladas)<br>Mængde (tons)<br>Mengen (Tonnen)<br>Ποσότητες (τόνοι)<br>Quantities (tonnes)<br>Quantités (tonnes)<br>Quantità (tonnellate)<br>Hoeveelheid (ton)<br>Quantidade (toneladas) | Precio mínimo expresado en ECU por tonelada (1) (2)<br>Mindstepriser i ECU/ton (1) (2)<br>Mindestpreise, ausgedrückt in ECU/Tonne (1) (2)<br>Ελάχιστες τιμές πωλήσεως εκφραζόμενες σε ECU ανά τόνο (1) (2)<br>Minimum prices expressed in ECU per tonne (1) (2)<br>Prix minimaux exprimés en Écus par tonne (1) (2)<br>Prezzi minimi espressi in ECU per tonnellata (1) (2)<br>Minimumprijzen uitgedrukt in Ecu per ton (1) (2)<br>Preço mínimo expresso em ECUs por tonelada (1) (2) |
|---|---|---|---|
| Belgique/België | — *Quartiers arrière provenant des :*<br>— *Achtervoeten afkomstig van :*<br>Catégorie A / categorie A | 1 100 | 1 600,0 |
| Nederland | — *Achtervoeten afkomstig van :*<br>Categorie A | 1 000 | 1 600,0 |
| United Kingdom | — *Hindquarters from :*<br>Steers / Category C | 2 000 | 1 600,0 |
| Bundesrepublik Deutschland | — *Hinterviertel :*<br>Kategorie A | 2 000 | 1 600,0 |
| Ireland | — *Hindquarters from :*<br>Steers / Category C | 2 000 | 1 600,0 |
| Italia | — *Quarti posteriori provenienti dai :*<br>Vitelloni | 1 500 | 1 600,0 |

(1) En caso de que los productos estén almacenados fuera del Estado miembro al que pertenezca el organismo de intervención poseedor, estos precios se ajustarán con arreglo a lo dispuesto en el Reglamento (CEE) n° 1805/77.

(1) I tilfælde, hvor varer er oplagrede uden for den medlemsstat, hvor interventionsorganet er hjemmehørende, tilpasses disse priser i overensstemmelse med bestemmelserne i forordning (EØF) nr. 1805/77.

(1) Falls die Lagerung der Erzeugnisse außerhalb des für die betreffende Interventionsstelle zuständigen Mitgliedstaats erfolgt, werden diese Preise gemäß den Vorschriften der Verordnung (EWG) Nr. 1805/77 angepaßt.

(1) Στην περίπτωση που τα προϊόντα είναι αποθεματοποιημένα εκτός του κράτους μέλους στο οποίο υπάγεται ο αρμόδιος οργανισμός παρεμβάσεως, οι τιμές αυτές προσαρμόζονται σύμφωνα με τις διατάξεις του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 1805/77.

(1) In the case of products stored outside the Member State where the intervention agency responsible for them is situated, these prices shall be adjusted in accordance with the provisions of Regulation (EEC) No 1805/77.

(1) Au cas où les produits sont stockés en dehors de l'État membre dont relève l'organisme d'intervention détenteur, ces prix sont ajustés conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 1805/77.

(1) Qualora i prodotti siano immagazzinati fuori dello Stato membro da cui dipende l'organismo detentore, detti prezzi vengono ritoccati in conformità del disposto del regolamento (CEE) n. 1805/77.

(1) Ingeval de produkten zijn opgeslagen buiten de Lid-Staat waaronder het interventiebureau dat deze produkten onder zich heeft ressorteert, worden deze prijzen aangepast overeenkomstig de bepalingen van Verordening (EEG) nr. 1805/77.

(1) No caso de os produtos estarem armazenados fora do Estado-membro de que depende o organismo de intervenção detentor, estes preços serão ajustados conforme o disposto no Regulamento (CEE) nº 1805/77.

(2) Estos precios se entenderán netos con arreglo a lo dispuesto en el apartado 1 del artículo 17 del Reglamento (CEE) n° 2173/79.

(2) Disse priser gælder netto i overensstemmelse med bestemmelserne i artikel 17, stk. 1, i forordning (EØF) nr. 2173/79.

(2) Diese Preise gelten netto gemäß den Vorschriften von Artikel 17 Absatz 1 der Verordnung (EWG) Nr. 2173/79.

(2) Οι τιμές αυτές εφαρμόζονται επί του καθαρού βάρους σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 17 παράγραφος 1 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2173/79.

(2) These prices shall apply to net weight in accordance with the provisions of Article 17 (1) of Regulation (EEC) No 2173/79.

(2) Ces prix s'entendent poids net conformément aux dispositions de l'article 17 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2173/79.

(2) Il prezzo si intende peso netto in conformità del disposto dell'articolo 17, paragrafo 1 del regolamento (CEE) n. 2173/79.

(2) Deze prijzen gelden netto, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17, lid 1, van Verordening (EEG) nr. 2173/79.

(2) Estes preços aplicam-se a peso líquido, conforme o disposto no nº 1 do artigo 17º do Regulamento (CEE) nº 2173/79.

*ANEXO II — BILAG II — ANHANG II — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II — ANNEX II — ANNEXE II — ALLEGATO II — BIJLAGE II — ANEXO II*

**Direcciones de los organismos de intervención — Interventionsorganernes adresser — Anschriften der Interventionsstellen — Διευθύνσεις των οργανισμών παρεμβάσεως — Addresses of the intervention agencies — Adresses des organismes d'intervention — Indirizzi degli organismi d'intervento — Adressen van de interventiebureaus — Endereços dos organismos de intervenção**

BELGIQUE/BELGIË :
Office belge de l'économie et de l'agriculture
rue de Trèves 82
1040-Bruxelles
Tél. 02/230 17 40, télex 24076 OBEA BRU B

Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw
Trierstraat 82
1040-Brussel

BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND :
Bundesanstalt für landwirtschaftliche Marktordnung (BALM)
Geschäftsbereich 3 (Fleisch und Fleischerzeugnisse)
Postfach 180 107, Adickesallee 40
6000 Frankfurt am Main 18
Tel. (069) 1 56 40 App. 772/773 Telex : 041156

IRELAND :
Department of Agriculture
Agriculture House
Kildare Street
Dublin 2
Tel. (01) 78 90 11, ext. 22 78
Telex 4280 and 5118

NEDERLAND :
Voedselvoorzienings In- en Verkoopbureau
Ministerie van Landbouw en Visserij
Postbus 960
6430 AZ Hoensbroek
Tel. (045) 23 83 83
Telex : 56396

UNITED KINGDOM :
Intervention Board for Agricultural Produce
Fountain House
2 Queens Walk
Reading RG1 7QW
Berkshire
Tel. (0734) 58 36 26
Telex 848302